# Robert Boyer
# L'épidémie adresse un redoutable avertissement aux économistes

Le chercheur considère que le salut ne viendra pas d'un retour des marchés à un équilibre évanescent, mais de la coordination des circuits économiques par l'Etat pour traiter l'urgence sanitaire

Alors que, dans le passé, les crises financières résultaient du déroulement de cycles largement endogènes au système économique, celle qui s'ouvre résulte au contraire d'un événement exogène, venu de Wuhan : l'émergence d'un virus inconnu qui finit par se diffuser au monde entier. Pour éviter une explosion de la mortalité, après quelques hésitations, la plupart des gouvernements décident de mesures de santé publique qui culminent avec le confinement, dont la conséquence directe est d'induire un arrêt brutal de l'activité économique et de provoquer une panique boursière. En effet, les politiques sanitaires et économiques sont soumises aux jugements d'une finance internationale prompte à basculer de l'exubérance la plus débridée au pessimisme le plus extrême.

Cette crise inédite adresse un redoutable avertissement aux économistes, qui, dans leur ensemble, ont été aveuglés par les hypothèses de base de leur discipline. D'abord, les macro-économistes avaient pris l'habitude de raisonner sur la base de modèles réputés invariants et universels, structurellement stables, seulement perturbés par des chocs venus d'ailleurs, soit de productivité, soit de confiance. Or, c'est oublier que les économies sont sorties transformées de la grande crise de 2008, car leur croissance a surtout été alimentée par l'endettement des entreprises et des Etats. Cela limite le recours aux mêmes politiques monétaires qu'alors, d'autant plus que les spécialisations nationales au long de la chaîne de valeur mondialisée se sont approfondies.

Ensuite, la déréglementation de tous les marchés, y compris financiers, a entretenu deux illusions. D'abord, que la variation des prix relatifs permet de faciles et rapides substitutions dans l'organisation de la production comme dans la structure de la consommation : hélas, il s'avère difficile de convertir des téléphones portables en masques ou en ventilateurs, car la primauté des biens marchands peut se faire au détriment de l'offre de services collectifs tels que la santé ou l'éducation. Ensuite, que la flexibilité et l'opportunisme de la finance de marché offraient une résilience face aux chocs exogènes : mais elles dissimulaient l'irréversibilité des investissements productifs. Inonder de liquidités l'économie évitera certaines faillites mais ne permettra pas de relancer une production bloquée par le manque de personnel, car confiné par décision gouvernementale ou par la peur de l'épidémie.

**Risque et incertitude radicale**

De plus, alors que le théorème de Tinbergen *[du nom de l'économiste néerlandais Jan Tinbergen, 1903-1994]* et le bon sens soulignent que les autorités doivent disposer d'autant d'instruments que d'objectifs de politique économique, les économistes ont conseillé de confier aux banques centrales la mission de stabiliser la conjoncture, puis de sauver des systèmes financiers traversés par des crises spéculatives récurrentes, et plus récemment de lutter contre le changement climatique.

> PENSER QUE LE MARCHÉ CONNAÎT LA SORTIE DE CRISE SERAIT UNE NAÏVETÉ COUPABLE

C'était oublier la nécessité de politiques budgétaires et fiscales qui non seulement contribuent à la stabilisation économique, mais ont à répondre aux deux autres objectifs de redistribution et de production des biens publics. La montée des inégalités et l'enjeu de la résilience des systèmes de santé remettent en cause cette primauté des banques centrales, devenues indépendantes des gouvernements, au profit de la délibération, qui est au cœur des choix publics.

Enfin, cet épisode invite à revenir sur le fait que, par commodité analytique, tant les macro-économistes que les mathématiciens de la finance ont retenu l'hypothèse qu'il était possible de maîtriser le risque par l'analyse statistique de séries historiques, par exemple des cours boursiers. Hélas, la volatilité actuelle n'est en rien la reproduction des régularités passées, car les acteurs ont à prendre des décisions alors qu'ils n'ont pas les moyens de percer l'avenir, puisque personne ne maîtrise la loi de diffusion de l'épidémie, encore moins l'impact des décisions de soutien à l'économie décidées dans la panique – aux antipodes, donc, du serein calcul économique rationnel de la théorie. Bref, les économistes ont confondu le risque, au sein d'un régime stabilisé, et l'incertitude radicale lors de l'entrée en crise de ce régime.

Telle est l'origine du danger d'un effondrement en chaîne du fait de la conjonction de deux incertitudes radicales : d'un côté, les épidémiologistes sont désarçonnés par ce nouveau virus dont ils ne découvrent les propriétés que pas à pas ; de l'autre, les gouvernements tâtonnent dans leurs politiques de soutien à l'activité, qui suscitent d'abord l'assentiment des financiers puis, dans un second temps, leur doute, car entre-temps le nombre de malades et de décès s'est accru. Or, telle est la variable qui polarise les anticipations de la plupart des acteurs.

**Retour à l'économie politique**

Il serait illusoire et dangereux d'attendre une sortie de la crise par un recours à des marchés qui trouveraient enfin leur équilibre autour d'une mythique et évanescente « valeur fondamentale » de firmes paralysées par l'incertitude. Le temps est venu d'une coordination par l'Etat des circuits économiques permettant de traiter avec efficacité et célérité l'urgence sanitaire. Il faut prendre au sérieux la métaphore de la *« guerre contre le virus »* et se souvenir que la comptabilité nationale, la modélisation macroéconomique et le calcul économique public, qui ont favorisé la modernisation de l'Etat, trouvent leur origine dans l'effort de guerre puis de reconstruction – primat de l'intérêt collectif sur l'individualisme, par la réquisition et le contrôle du crédit et des prix. Penser que le marché connaît la sortie de crise serait une naïveté coupable.

Cette crise invite les économistes à retourner aux sources de l'économie politique : forger les concepts et les méthodes qui permettent de surmonter les problèmes les plus fondamentaux de chaque société. ■

**Robert Boyer** *est chercheur associé à l'Institut des Amériques. Il a notamment écrit « Economie politique des capitalismes. Théorie de la régulation et des crises » (La Découverte, 2015)*

# Pascal Salin
# Des plans de relance voués à l'échec

L'économiste s'élève contre l'aggravation du déficit budgétaire et l'expansion monétaire, visant à amortir les conséquences de l'épidémie de Covid-19, qui créeront des distorsions de marché

L'épidémie du coronavirus a pour conséquence, entre autres, une atteinte à l'activité économique pendant un certain temps. Il paraît alors correct de penser que la politique économique doit lutter contre cette dépression économique en augmentant ce qu'on appelle la demande globale, suivant la théorie économique d'inspiration keynésienne. Il serait donc indispensable d'augmenter les dépenses publiques – et par conséquent d'augmenter le déficit budgétaire – et, par ailleurs, de pratiquer une politique monétaire expansionniste. Malheureusement, ces recettes sont en fait incapables d'aboutir aux objectifs désirés, et sont susceptibles, au contraire, de créer des difficultés supplémentaires.

> L'HYPOTHÈSE D'INSPIRATION KEYNÉSIENNE SELON LAQUELLE LA DEMANDE DÉTERMINE L'OFFRE EST UNE IDÉE FAUSSE

Tout d'abord, le concept même de demande globale est dépourvu de sens. Il est possible de s'en rendre compte intuitivement. Supposons qu'il existe une économie composée seulement de deux individus qui produisent chacun un bien et échangent entre eux. Chacun décide ses efforts productifs en fonction de ce qu'il peut obtenir en contrepartie, et cela les conduit à déterminer un prix relatif entre leurs deux biens. Si l'un d'eux augmente sa demande, il ne pourra obtenir satisfaction qu'en acceptant un prix relatif plus élevé pour le bien qu'il achète, c'est-à-dire qu'il devra offrir une plus grande quantité de son propre bien.

L'activité productive dépend donc de l'évolution des prix relatifs. Compte tenu des technologies existantes et de leurs préférences personnelles, les individus décident le niveau de leur production en fonction de ce qu'ils désirent acheter et donc des prix relatifs. Parler d'augmentation de la demande par un individu a un sens, mais parler de la « demande globale » des deux individus n'en a pas, puisque l'augmentation de la demande d'un individu augmente le prix relatif, et l'augmentation de la demande de l'autre individu implique une diminution de ce même prix relatif.

**Connaître les causes**

Ce qui est vrai pour une économie de deux individus est vrai pour une économie composée d'un grand nombre d'individus, par exemple un pays. Si l'Etat augmente sa demande de biens et de services, il faut qu'il la finance. S'il augmente pour cela les impôts, il en résulte une diminution de la demande exprimée par les contribuables. S'il finance ses dépenses par l'emprunt, il diminue l'épargne disponible pour l'investissement privé et donc la demande de biens d'investissement. Il n'y a pas d'augmentation de la « demande globale », mais seulement des variations des structures productives et des structures de biens de consommation et d'investissement. Une relance économique implique des modifications dans le comportement des producteurs, en particulier l'adoption de nouvelles technologies à plus forte productivité. Mais cette augmentation des productions implique nécessairement une augmentation correspondante des demandes.

L'hypothèse d'inspiration keynésienne selon laquelle la demande détermine l'offre est une idée fausse. Il conviendrait plutôt de raisonner conformément à un principe malheureusement trop ignoré, mais totalement justifié, que l'on appelle la « loi de Say » (du nom de l'économiste français Jean-Baptiste Say, 1767-1832), à savoir que l'offre crée sa propre demande.

Or, dans la situation actuelle, le problème économique est un problème d'offre : la politique de confinement a nécessairement pour conséquence qu'un grand nombre d'individus sont obligés de diminuer leurs activités productives, qu'il s'agisse de salariés ou d'entrepreneurs. Il est particulièrement évident dans la situation actuelle que le problème économique correspond à une diminution des offres (diminution volontaire, compte tenu des contraintes existantes).

Pour résoudre un problème, il faut en connaître les causes. Ce principe est généralement admis dans les sciences physiques, il devrait également l'être en ce qui concerne l'économie. S'il existe un problème d'offre, on ne le résout pas en prétendant agir sur la demande.

C'est pourquoi il est parfaitement vain de croire que la Banque centrale européenne (BCE) peut contribuer à la relance de l'économie de la zone euro en créant plus de monnaie, censée augmenter la demande. Cela ne peut guère se traduire que par une augmentation des prix. En outre, cette création monétaire peut être à l'origine de distorsions dans les prix relatifs, compte tenu du fait que tout le monde n'est pas également bénéficiaire des crédits correspondant à la création monétaire et que l'augmentation de leurs encaisses n'est pas la même pour tous les individus et au même moment. Il peut donc en résulter des variations provisoires des structures productives qui ne correspondent pas aux structures d'équilibre de long terme, ce qui signifie qu'on crée des distorsions nécessairement nuisibles.

**Des solutions spécifiques**

La récession économique actuelle (et celle qui est prévisible) a une cause d'ordre général, la diffusion dans le monde du coronavirus. Mais cela ne justifie pas pour autant une politique économique globale pour l'ensemble de la France ou même de l'Europe. En effet, les conséquences de cette cause globale sont spécifiques : la maladie n'atteint pas tout le monde (heureusement), elle réduit plus ou moins l'activité productive des individus selon les caractéristiques de leurs tâches, ce qui implique des solutions spécifiques pour résoudre des problèmes spécifiques de répartition des ressources et de modification provisoire des structures productives.

Il faut donc compter sur la capacité de chacun à s'adapter à cette situation provisoire en attendant le moment où l'on pourra retrouver les situations antérieures. ■

**Pascal Salin** *est professeur honoraire d'économie de l'université Paris-Dauphine, ancien président de la Société du Mont-Pèlerin. Il est notamment l'auteur de « Le Vrai Libéralisme. Droite et gauche unies dans l'erreur » (Odile Jacob, 2019).*